

Planète Terre : combien de places ?

Le sept milliardième humain est né quelque part au court des derniers mois de 2011... à moins que ça ne soit dans les premières semaines de 2012. Les marges d'erreur qui entourent ces estimations planétaires interdisent d'être plus précis.

Mais, au fait, combien de places reste-t-il ?

Les articles et commentaires qui ont fleuri dans les gazettes à l'occasion de cet événement (dans la mesure où, atteindre un chiffre rond, constitue un « événement »). Ils se voulaient rassurant : pas de panique, la croissance démographique mondiale se ralentit déjà, bien que de manière inégale¹, et d'ailleurs elle va s'éteindre d'elle-même, sitôt que les conditions d'existence des populations les plus misérables à la natalité débridée, commenceront à s'améliorer. Existait-il donc quelque chose d'inquiétant ?

La terre comptait un seul petit milliard d'humains vers 1800. C'était l'époque où vivait Malthus qui annonçait que la croissance démographique exponentielle des classes pauvres ne pouvait que provoquer la famine (et la croissance insupportable de la rente foncière dont les grands propriétaires allaient bénéficier), si l'on ne parvenait pas à leur inculquer un peu de retenue dans leur activité génésique, cause de leur propre malheur. Ce n'était pourtant que le début de la longue explosion démographique planétaire : deux milliards d'humains en 1930 ; quatre milliards en 1975 ; bientôt sans doute huit milliards.

Le bon pasteur Malthus, comme les autres pères de la science économique, sous estimait complètement l'accroissement de productivité par surface cultivée, que les progrès techniques de la révolution agricole allaient permettre. Aujourd'hui encore, il existe d'importants gains de productivité à réaliser, en particulier dans les pays du Sud. Pour beaucoup d'experts, nourrir sept milliards d'humains, voire peut-être même le double, est techniquement réalisable... au prix d'un ensemble d'investissements. A commencer par la réalisation de silos, pour la conservation des récoltes, et d'infrastructures pour leur collecte.

Mais toutes les rations alimentaires ne nécessitent pas les mêmes surfaces de production. D'ores et déjà, il serait certes possible, techniquement, de parer à tout risque de famine ou même de sous alimentation, mais on voit mal comment il serait possible que les modes alimentaires des populations les plus riches (l'alimentation carnée en particulier), puisse bénéficier à sept milliards d'individus.

La terre est comme le métro. En se serrant un peu, il reste encore beaucoup plus de places qu'on ne l'imagine. Mais il y a ceux qui restent debout et ceux qui sont assis ; et quand de nouveaux voyageurs montent, ceux qui étaient sur les strapontins doivent se lever. Chacun n'occupe pas la même surface. Sur la terre bien davantage que dans le métro.

C'est l'amélioration (relative) des niveaux de vie des pays émergents qui a provoqué la nouvelle faim de terre des dernières années, bien plus que l'accroissement démographique. Il y a deux mois, Jean Michel Sévérino, l'ancien patron de *l'Agence française de développement*, ouvrait une conférence en expliquant de façon volontairement provocante que la disparition de 10 millions d'habitants, par suite d'une catastrophe naturelle ou d'une épidémie, n'affecterait en rien l'économie mondiale, alors que la disparition de 10 millions d'hectares risquerait de provoquer une crise économique majeure, du fait d'un brutal renchérissement des denrées agricoles de toute nature.

¹ Selon Virginie Raison (in *Atlas des futurs du monde*), d'ici 2050, l'Europe perdrait 103 millions d'adultes, pendant que l'Amérique en gagnerait 116 millions, l'Asie 591 et l'Afrique 727 millions.

La demande de produits agricoles ne constitue pourtant qu'une partie de la demande d'espace. Cette demande d'espace variant davantage en fonction des régimes alimentaires que du nombre d'individus à nourrir. La place occupée par les riches et les pauvres pour leur habitat est bien plus inégale que les surfaces des terres agricoles qui produisent les biens alimentaires ou industriels assurant la consommation des uns et des autres.

Dans certains pays, cela peut tourner à la caricature, comme dans ces capitales africaines où le palais présidentiel, et les résidences des ministres et de leurs proches, occupent une plus grande partie de l'espace urbain que l'ensemble des « quartiers informels » les plus denses où s'entasse, sans viabilisation, la moitié de la population.

En France, on n'en est pas là, mais il serait quand même intéressant de mesurer la relation qui existe entre la progression des revenus des ménages et celle des surfaces de planchers qu'ils occupent. Les statistiques exprimées en nombre de logements, ne sont d'aucune utilité pour saisir le phénomène.

Ainsi, dans une grande agglomération, il est habituel que les quartiers (ou les communes urbaines) en phase d'appauvrissement relatif, voient leur population augmenter, alors qu'au contraire un quartier ancien en voie de « gentrification » enregistre presque toujours une diminution de sa population. Le nombre des ménages varie dans le même sens : dans les secteurs en voie de paupérisation, il augmente (par suite de divisions des logements, détachement de sous locations, etc.), tandis que l'arrivée d'une population plus riche entraîne au contraire le regroupement des surfaces (exemple le regroupement en un seul appartement de la dizaine de « chambres de bonnes » d'un immeuble haussmannien) et donc la diminution du nombre des logements.

Le phénomène est encore plus marqué pour les surfaces de terrains occupés par les ménages pour leur simple satisfaction. Lorsque sont pris en compte non pas seulement le foncier correspondant à la résidence principale, mais les terrains des résidences secondaires, les espaces de loisir, les chasses, les golfs, etc., le lien entre part de la richesse et part de l'occupation de l'espace.

Bref, la demande d'espace n'est pas seulement utilitaire. Elle ne sert pas uniquement à se nourrir, se loger, développer des activités. Tout se passe comme s'il existait une demande d'espace pour l'espace. Quand on dirige une société du CAC 40, on achète une île ou quelques milliers d'hectares en Patagonie. Quand on est Monsieur Tout-le-monde, on se contente d'un bungalow avec 12 m² de terrain privatif dans un camping. Dans les deux cas, l'espace est un bien acquis pour lui-même, sans aucune justification alimentaire ou productive.

Si la demande d'espace s'accroît sans limite, avec l'accroissement des niveaux de vie, il devient clair que l'humanité va devoir choisir entre le nombre et le bien être. Dans le meilleur des mondes possible, en imaginant que les sociétés deviennent moins inégalitaires et que les progrès technique assurent les besoins élémentaires de chacun, il n'en demeurera pas moins que plus il y aura d'humain, moins il y aura de place, donc moins de satisfactions pour chacun. La Terre pourrait, paraît-il, abriter 14 milliards d'humains. A condition qu'ils vivent sobrement et qu'ils se supportent les uns les autres. Est-ce une perspective exaltante ?

Joseph Comby